

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Liste des pharmaciens d'industrie prévue par l'article 11 de l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation. — Troisième complément à la liste publiée au *Moniteur belge* du 18 septembre 1990, arrêté à la date du 30 juin 1995. — Erratum

(25278)

1° Au second alinéa de l'intitulé publié au *Moniteur belge* n° 175 du 9 septembre 1995, p. 25733, il y a lieu de remplacer « 31 juillet 1992 » par « 30 juin 1995 ».

2° Dans la liste des pharmaciens d'industrie, il y a lieu de remplacer « Meulelars, Anne » par « Meulemans, Anne ».

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

Lijst der industrie-apothekers voorzien door artikel 11 van het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen. Derde aanvulling van de lijst gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1990, afgesloten op 30 juni 1995. — Erratum

(25278)

1° In het tweede lid van de titel gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 175 van 9 september 1995, blz. 25733, dient « 31 juli 1992 » te worden vervangen door « 30 juni 1995 ».

2° In de lijst der industrie-apothekers dient « Meulelars, Anne » te worden vervangen door « Meulemans, Anne ».

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

(C - 807)

Direction générale de la Législation
et des Institutions nationales

30 OCTOBRE 1995

Circulaire relative à la tenue du registre d'attente

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins

Pour information à :

Messieurs les Gouverneurs de province;

Messieurs les Commissaires d'arrondissement

Mesdames, Messieurs,

Dans la circulaire du 7 octobre 1992 relative à la tenue à jour des registres de la population et des étrangers, était annoncée la création d'un registre d'attente notamment pour les personnes ayant demandé le statut de réfugié.

Ce registre a été consacré par la loi du 24 mai 1994 créant un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de leur qualité de réfugié (*Moniteur belge* du 21 juillet 1994). Cette loi qui modifie la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique, limite l'inscription au registre d'attente aux seuls candidats-réfugiés en ce y inclus les personnes ayant demandé la reconnaissance en Belgique de la qualité de réfugié obtenue dans un autre Etat. Elle prévoit la possibilité d'y ajouter par arrêté royal d'autres catégories de personnes se trouvant dans une situation de résidence précaire en Belgique.

C'est le cas des personnes visées par l'arrêté royal du 3 février 1995 (*Moniteur belge* du 16 février 1995) prescrivant l'inscription dans le registre d'attente des membres de la famille de l'étranger qui se déclare réfugié ou qui demande la reconnaissance de la qualité de réfugié.

Par contre, aucune décision n'a été prise jusqu'à présent concernant d'autres catégories de personnes à situation de résidence précaire, en particulier les personnes se trouvant en situation de séjour illégal.

Outre le caractère de situation de résidence précaire des personnes qui y sont inscrites, le registre d'attente présente cette particularité par rapport aux registres de population que sa tenue à jour incombe à la

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

(C - 807)

Algemene Directie van de Wetgeving
en van de Nationale Instellingen

30 OKTOBER 1995

Omzendbrief betreffende het houden van het wachtregister

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen

Ter informatie aan :

De Heren Provinciegouverneurs;

De Heren Arrondissements-commissarissen

Dames en Heren,

In de omzendbrief van 7 oktober 1992 betreffende het houden van de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister werd de invoering aangekondigd van een wachtregister met name voor personen die het statuut van vluchteling hebben aangevraagd.

Dit register werd ingesteld bij de wet van 24 mei 1994 tot oprichting van een wachtregister voor vreemdelingen die zich vluchteling verklaren of die vragen om als vluchteling te worden erkend (*Belgisch Staatsblad* van 21 juli 1994). Deze wet, die de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten, de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand wijzigt, beperkt de inschrijving in het wachtregister tot enkel kandidaat-vluchtelingen, met inbegrip van de personen die in België de in een andere Staat gekregen erkenning als vluchteling hebben aangevraagd. Zij voorziet in de mogelijkheid om er bij koninklijk besluit andere categorieën van personen aan toe te voegen die zich in België in een onzekere toestand van verblijf bevinden.

Dat is het geval voor de personen bedoeld bij het koninklijk besluit van 3 februari 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 16 februari 1995) tot voorschrift van de inschrijving in het wachtregister van de familieleden van de vreemdeling die zich vluchteling verklaart of die vraagt om als vluchteling te worden erkend.

Daarentegen werd tot nu toe geen beslissing genomen over andere categorieën van personen met een onzekere verblijfstoestand, meer bepaald de personen die zich in een onwettige verblijfstoestand bevinden.

Behalve het karakter van onzekere verblijfstoestand van de personen die erin zijn ingeschreven, vertoont het wachtregister ten overstaan van de bevolkingsregisters de bijzonderheid dat het houden ervan toekomt

fois au Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions ou un délégué de celui-ci et à la commune de résidence. Cette dualité de tenue à jour en rend la gestion complexe, mais elle était inévitable dans la mesure où la première inscription d'un candidat-réfugié est effectuée dans la grande majorité des cas par l'Office des Étrangers.

Le registre d'attente a été mis en service au niveau du Registre national des personnes physiques le 1er février 1995. Les personnes qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de leur qualité de réfugié à partir de cette date y sont systématiquement inscrites. Les personnes ayant introduit une telle demande avant cette date y seront également inscrites à partir de cette date, le cas échéant par transfert du registre des étrangers.

Il convenait avant de diffuser des instructions exhaustives de procéder à une expérimentation de quelques mois. Il convenait en outre de préciser la procédure à suivre pour la "récupération" des demandeurs d'asile inscrits à l'Office des Étrangers avant le 1er février 1995 et dont certains avaient été inscrits par les communes dans le registre des étrangers tandis que d'autres n'avaient fait l'objet d'aucune inscription.

La présente circulaire reprend donc en annexe la IIème partie des instructions générales, concernant la tenue du registre d'attente qui remplace le texte actuel.

Le Ministre de l'Intérieur,
J. Vande Lanotte.

Annexe

IIème Partie - L'inscription au registre d'attente et sa tenue à jour.

CHAPITRE I^{er} - Généralités

1. Depuis quelques années, la gestion des candidats-réfugiés a suscité plusieurs problèmes, dont le moindre n'était pas le fait que l'on ignorait souvent si, après avoir demandé le statut de réfugié ou la reconnaissance de ce statut, ces personnes résidaient encore effectivement en Belgique et si oui, dans quelle commune.

Ce besoin d'être informé sur la localisation des candidats-réfugiés, ainsi que sur leur situation administrative exacte ne concerne pas seulement les instances chargées d'exécuter les procédures prévues par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, essentiellement l'Office des Étrangers, le Commissariat général aux Réfugiés et Apatrides, la Commission permanente de recours des réfugiés et les autorités communales, mais également les autorités chargées du contentieux administratif et judiciaire s'appliquant à ces personnes ainsi que les autorités et organismes chargés d'appliquer à leur égard toute réglementation administrative, qu'il s'agisse de celle relative à l'emploi et au travail, à la sécurité sociale, à l'aide sociale, etc...

2. C'est ainsi que le Conseil des Ministres a approuvé le 4 août 1992 les lignes directrices d'une note d'orientation du 29 juillet 1992 émanant du Ministre de l'Émancipation sociale, de la Santé publique et de l'Environnement (et responsable de l'aide sociale), note proposant notamment que tout candidat-réfugié soit recensé au Registre national et y reste inscrit tout au long de l'examen de sa demande d'asile et même, s'il reçoit l'ordre de quitter le pays, jusqu'à l'exécution de cet ordre. A cet effet, un registre ad hoc serait créé auprès du Registre national. Il constituerait une mesure qui permettrait de disposer en permanence d'un aperçu général et d'éviter des abus au niveau de l'aide sociale. Ladite note prévoyait en outre que l'inscription au Registre national devrait se faire dès l'accueil du candidat-réfugié.
3. Ces lignes directrices ont ainsi débouché sur la loi du 24 mai 1994 créant un registre d'attente et dont les principes peuvent être résumés comme suit :
 - a) Il est tenu dans chaque commune du Royaume, à côté des registres de population, un registre d'attente dans lequel sont inscrits au lieu où ils ont établi leur résidence principale, les

aan zowel de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, of aan een gemachtigde van deze laatste als de gemeente van verblijf. Deze tweeledigheid in het bijhouden maakt het beheer ervan moeilijk, maar ze was onvermijdelijk voor zover de eerste inschrijving van een kandidaat-vluchteling in de meeste gevallen door de Dienst Vreemdelingenzaken wordt verricht.

Het wachtregister werd op 1 februari 1995 in dienst gesteld op het vlak van het Rijksregister van de natuurlijke personen. De personen die zich vluchteling verklaren of die vragen om vanaf die datum als vluchteling te worden erkend, worden er stelselmatig in ingeschreven. De personen die voor die datum een dergelijke aanvraag hebben ingediend, worden er eveneens vanaf die datum in ingeschreven, desgevallend bij overplaatsing uit het vreemdelingenregister.

Alvorens volledige instructies te verspreiden diende een proef van enkele maanden te worden uitgevoerd. Bovendien moest de te volgen procedure worden gepreciseerd voor de "recuperatie" van de asielzoekers die voor 1 februari 1995 bij de Dienst Vreemdelingenzaken waren ingeschreven en van wie sommigen door de gemeenten in het vreemdelingenregister waren ingeschreven, terwijl andere niet waren ingeschreven.

Deze omzendbrief bevat dus als bijlage deel II van de algemene onderrichtingen betreffende het houden van het wachtregister, dat de huidige tekst vervangt.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. Vande Lanotte.

Bijlage

Deel II. - De inschrijving in het wachtregister en het bijhouden ervan.

HOOFDSTUK I. - Algemeen

1. Sedert enkele jaren heeft het beheer van de kandidaat-vluchtelingen verscheidene problemen veroorzaakt, waarvan een en niet het minste was dat men vaak niet wist of deze personen, nadat zij het statuut van vluchteling of de erkenning van dit statuut hadden aangevraagd, nog werkelijk in België verbleven en zo ja, in welke gemeente.

Deze behoefte om over de situatie van de kandidaat-vluchtelingen alsook over hun juiste administratieve toestand ingelicht te worden, betreft niet alleen de instanties belast met het uitvoeren van de procedures waarin voorzien is in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in hoofdzaak de Dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen en de gemeenteverhuden, maar ook de overheden belast met de administratieve en gerechtelijke geschillen die betrekking hebben op deze personen en de overheden en instellingen belast met het toepassen op hen van elke administratieve regeling, zowel inzake arbeid en tewerkstelling als inzake sociale zekerheid, maatschappelijk welzijn, enz.

2. Zo heeft de Ministerraad op 4 augustus 1992 de richtlijnen van een oriëntatienota van 29 juli 1992 van de Minister voor Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu (en verantwoordelijk voor het maatschappelijk welzijn) goedgekeurd, waarin met name werd voorgesteld dat elke kandidaat-vluchteling in het Rijksregister zou worden ingeschreven en erin zou blijven ingeschreven tijdens de hele duur van het onderzoek van zijn asielaanvraag en zelfs, als hij het bevel krijgt om het land te verlaten, tot de uitvoering van dit bevel. Daartoe zou een register ad hoc worden ingericht bij het Rijksregister. Het zou een maatregel zijn die het mogelijk zou maken om permanent over een algemeen overzicht te beschikken en misbruik op het gebied van de maatschappelijke dienstverlening te vermijden. In deze nota werd er bovendien in voorzien dat de inschrijving in het Rijksregister zou moeten gebeuren bij de opvang van de kandidaat-vluchteling.
3. Deze richtlijnen hebben aldus aanleiding gegeven tot de wet van 24 mei 1994 tot oprichting van een wachtregister waarvan de principes kunnen worden samengevat als volgt :
 - a) In elke gemeente van het Rijk wordt, naast de bevolkingsregisters, een wachtregister gehouden waarin de vreemdelingen die zich vluchteling verklaren of die vragen om als vluchteling te

étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de cette qualité ; y sont également inscrits les membres de leur famille qui les accompagnent conformément à l'A.R. du 3 février 1995 (*Moniteur belge* du 16 février 1995);

- b) Les personnes visées au a. sont inscrites au Registre national des personnes physiques;
- c) Les étrangers repris au registre d'attente ne sont pris en compte ni pour la détermination du chiffre annuel de la population, ni pour l'établissement des résultats du recensement décennal de la population.
- d) L'inscription au registre d'attente a lieu à l'initiative du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions. Un arrêté ministériel du 3 février 1995 (*Moniteur belge* du 16 février 1995) donne délégation aux fonctionnaires de l'Office des Etrangers titulaires d'un grade du rang 10 au moins pour procéder à cette inscription. La tenue à jour des informations ultérieures à l'inscription a lieu à l'initiative de la commune de la résidence principale, à l'exception des informations portant sur la situation administrative pour lesquelles le Roi détermine les autorités chargées de la tenue à jour. Ces autorités ont été désignées par un arrêté royal du 1er février 1995 (*Moniteur belge* du 16 février 1995). Le même arrêté énumère en outre les informations qui doivent figurer dans le registre d'attente;
- e) Aussi bien l'inscription au registre d'attente que la tenue à jour des informations incombant à une autre autorité que la commune se font par le biais du Registre national qui se charge d'informer chaque commune de l'inscription ou de la tenue à jour effectuée de manière à permettre à cette commune de compléter ou de modifier le registre d'attente communal;
- f) La loi énumère limitativement les autorités et organismes qui peuvent avoir accès au Registre national des personnes physiques pour ce qui concerne les informations relatives aux personnes inscrites dans le registre d'attente. Ce principe déroge ainsi à l'article 5 de la loi du 8 août 1983 qui prévoit que l'accès au Registre national est autorisé par arrêté royal. Pour les personnes inscrites au registre d'attente, le Roi ne peut que déterminer pour les autorités énumérées par la loi, les informations auxquelles elles peuvent avoir accès. Par contre, toute autorité ou organisme autorisé à l'accès aux informations relatives à une personne inscrite au registre d'attente est également autorisé à utiliser le n° d'identification du Registre national de cette personne dans les limites que la loi détermine;
- g) Les étrangers qui se sont déclarés réfugiés ou qui ont demandé la reconnaissance de cette qualité avant l'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire avant le 1er février 1995, sont inscrits au registre d'attente à cette date, le cas échéant par transfert du registre des étrangers. Le transfert est opéré à l'intervention de la commune de résidence. A titre transitoire, le transfert vers le registre d'attente est effectué par la délégation régionale du Registre national, à la demande de la commune.
- h) La loi précitée du 24 mai 1994 contient en outre un certain nombre de modifications :
- à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : les modifications ont essentiellement pour objet de considérer, pour ce qui concerne sa tenue à jour, le registre des étrangers comme partie intégrante des registres de population et de préciser la portée de l'article 54 de cette loi (lieu obligatoire d'inscription des candidats-réfugiés, en particulier pour ce qui concerne l'aide sociale).
 - à la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique : modifications également relatives à l'aide sociale et qui ne ressortissent pas à l'objet des présentes instructions générales.

worden erkend, worden ingeschreven op de plaats waar zij hun hoofdverblijfplaats hebben gevestigd; hun familieleden die hen overeenkomstig het K.B. van 3 februari 1995 (*Belgisch Staatsblad* 16 februari 1995) begeleiden, worden er eveneens in geschreven;

- b) De personen bedoeld in a. worden ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen;
- c) De vreemdelingen die in het wachtregister zijn ingeschreven, worden niet meegeteld, noch voor het bepalen van het jaarlijks bevolkingscijfer, noch voor het vaststellen van de resultaten van de tienjaarlijkse volkstelling.
- d) De inschrijving in het wachtregister geschiedt op initiatief van de Minister tot wiens bevoegdheid de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen behoren. Een ministerieel besluit van 3 februari 1995 (*Belgisch Staatsblad* 16 februari 1995) machtigt de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken die een graad van ten minste rang 10 bekleden om deze inschrijving te verrichten. Het houden van de informatiegegevens na de inschrijving gebeurt op initiatief van de gemeente van de hoofdverblijfplaats, met uitzondering van de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand waarvoor de Koning bepaalt welke overheden belast zijn met het houden ervan. Deze overheden werden door een koninklijk besluit van 1 februari 1995 (*Belgisch Staatsblad* 16 februari 1995) aangewezen. In hetzelfde besluit zijn bovendien de informatiegegevens opgesomd die in het wachtregister vermeld moeten zijn;
- e) Zowel de inschrijving in het wachtregister als het houden van de informatiegegevens die aan een andere overheid dan de gemeente opgelegd zijn, gebeuren via het Rijksregister, dat elke gemeente inlicht over het verrichte inschrijven of houden om deze gemeente in staat te stellen het gemeentelijk wachtregister aan te vullen of te wijzigen;
- f) In de wet zijn de overheden en instellingen limitatief opgesomd die toegang kunnen hebben tot het Rijksregister van de natuurlijke personen voor wat de informatiegegevens over de in het wachtregister ingeschreven personen betreft. Dit principe wijkt aldus af van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 waarin bepaald is dat de toegang tot het Rijksregister bij koninklijk besluit wordt verleend. Voor de personen die in het wachtregister ingeschreven zijn, mag de Koning slechts voor de in de wet opgesomde overheden bepalen tot welke informatiegegevens zij toegang mogen hebben. Daarentegen wordt elke overheid of instelling die gemachtigd is om toegang te hebben tot de informatiegegevens betreffende een persoon die in het wachtregister ingeschreven is, eveneens gemachtigd om het identificatienummer van het Rijksregister van deze persoon te gebruiken binnen de door de wet vastgestelde perken.
- g) De vreemdelingen die zich vóór de inwerkingtreding van de wet, dat wil zeggen vóór 1 februari 1995, vluchteling hebben verklaard of gevraagd hebben om als vluchteling te worden erkend, worden onder die datum in het wachtregister ingeschreven, desgevallend bij overplaatsing uit het vreemdelingenregister. De overplaatsing gebeurt door tussenkomst van de gemeente waar zij verblijven. De overplaatsing naar het wachtregister wordt bij overgangsbepaling door de regionale afvaardiging van het Rijksregister verricht, op verzoek van de gemeente.
- h) De voormelde wet van 24 mei 1994 bevat daarenboven een aantal wijzigingen :
- aan de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen : de wijzigingen hebben hoofdzakelijk tot doel het vreemdelingenregister, wat het houden ervan betreft, als integrerend deel van de bevolkingsregisters te beschouwen en de draagwijdte van artikel 54 van deze wet te verduidelijken (verplichte plaats van inschrijving van de kandidaat-vluchtelingen, in het bijzonder wat de maatschappelijke dienstverlening betreft).
 - aan de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand : wijzigingen die eveneens betrekking hebben op de maatschappelijke dienstverlening en die niet het voorwerp van deze algemene onderrichtingen uitmaken.

CHAPITRE II. - Procédure d'inscription

4. Il convient de distinguer les personnes qui se sont déclarées réfugiés ou qui ont demandé la reconnaissance de cette qualité à partir du 1^{er} février 1995 ou avant cette date. Pour rappel, dans le premier cas, l'inscription est effectuée exclusivement par les fonctionnaires habilités de l'Office des Etrangers, relevant en principe du Bureau Réfugiés de cet office.

Dans le second cas, diverses situations doivent être envisagées qui seront examinées en détail au paragraphe 6.

5. Inscription des personnes dont la demande est introduite à partir du 1^{er} février 1995.

Tout demandeur d'asile est tenu de se présenter à l'Office des Etrangers qui, après un entretien avec l'intéressé, enregistre sa demande et statue sur la recevabilité de celle-ci.

C'est à l'occasion de cette demande que sont enregistrées les informations d'identité du demandeur sur base de tout document susceptible d'être pris en considération ou, habituellement, sur déclaration verbale. Il va sans dire que tant les documents présentés que les déclarations des intéressés sont souvent sujets à caution et que des vérifications ultérieures sont parfois nécessaires. Il n'est pas non plus exclu qu'un individu se fasse connaître sous des identités différentes, d'où la nécessité d'enregistrer des "alias" dont il sera question plus loin.

De même, la résidence que s'est fixée l'intéressé en Belgique est parfois difficile, sinon impossible à connaître au moment où il introduit sa demande, à moins que l'Office des Etrangers, dans le cadre des dispositions légales en vigueur, ne lui ait assigné une résidence dans un centre pour candidats-réfugiés.

Dans le cas où, de toute évidence, l'identité de l'intéressé, à savoir le nom, les prénoms, la date et le lieu de naissance ou la nationalité sont erronés, l'Office des Etrangers sera autorisé à apporter les corrections nécessaires. Il va de soi que la commune de résidence est également autorisée à apporter à cet égard les corrections adéquates au Registre national, sur base de documents probants. Ces corrections sont automatiquement portées à la connaissance de l'Office des Etrangers par le Registre national.

Pour ce qui concerne l'enregistrement de la résidence, plusieurs situations peuvent se présenter :

- a) l'intéressé déclare résider à une adresse précise dans une commune belge. Cette commune (TI-001) et cette adresse (TI-020) sont enregistrées au Registre national et sont communiquées automatiquement à la commune concernée par le Registre national. Il appartiendra alors à la commune de vérifier dans les plus courts délais la réalité de cette adresse. En effet, tout document ou certificat ne pourra être délivré au candidat réfugié qu'à partir du moment où cette vérification aura été faite. Si cette vérification est positive, la date d'inscription dans la commune sera celle introduite par l'Office des Etrangers.

S'il apparaît que l'intéressé ne réside pas effectivement à l'adresse indiquée ou que l'adresse enregistrée n'existe pas dans la commune, il sera procédé comme en matière d'inscription aux registres de la population, à savoir :

- (1) si il apparaît que l'intéressé ne réside à aucune adresse connue, le Collège des Bourgmestre et Echevins procède à sa radiation d'office;
- (2) si l'intéressé réside effectivement dans la commune mais à une autre adresse, l'adresse enregistrée par l'Office des Etrangers fait l'objet d'une correction à la même date. La date d'inscription dans la commune est celle enregistrée par l'Office des Etrangers;
- (3) si la commune est informée que l'intéressé réside effectivement dans une autre commune, elle transmet à cette dernière sans délai un avis modèle 6 (cf. 1^{ère} Partie, p. 78) et en informe l'Office des Etrangers. La commune de résidence effective adresse une demande écrite de correction à la délégation régionale du Registre national. Cette dernière procède comme indiqué au (2) ci-avant.

HOOFDSTUK II. - Inschrijvingsprocedure

4. Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de personen die zich vluchteling hebben verklaard of die vanaf 1 februari 1995 of vóór die datum gevraagd hebben om als vluchteling te worden erkend. Ter herinnering, in het eerste geval wordt de inschrijving uitsluitend verricht door de gemachtigde ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken, die principieel onder de bevoegdheid van het Bureau Vluchtelingen van deze Dienst vallen.

In het tweede geval moeten verschillende situaties overwogen worden die in paragraaf 6 in detail zullen worden behandeld.

5. Inschrijving van de personen wier aanvraag vanaf 1 februari 1995 ingediend werd.

Elke asielzoeker is gehouden: zich aan te melden bij de Dienst Vreemdelingenzaken die, na een onderhoud met de betrokkene, diens aanvraag opneemt en uitspraak doet over de ontvankelijkheid ervan.

Bij deze aanvraag worden de informatiegegevens in verband met de identiteit van de aanvrager opgenomen op basis van elk document dat in overweging kan genomen worden of, gewoonlijk, op mondelinge verklaring. Vanzelfsprekend zijn zowel de voorgelegde documenten als de verklaringen van de betrokkenen vaak twijfelachtig en zijn er soms latere controles nodig. Het is ook niet uitgesloten dat een persoon onder verschillende identiteiten optreedt, vandaar dat het noodzakelijk is aliases te registreren, die later aan bod zullen komen.

Het is soms moeilijk, zometijds onmogelijk de verblijfplaats van de betrokkene in België te kennen op het ogenblik dat hij zijn aanvraag indient, tenzij de Dienst Vreemdelingenzaken in het kader van de geldende wettelijke bepalingen, hem een verblijfplaats heeft toegewezen in een centrum voor kandidaat-vluchtelingen.

In het geval dat de identiteit van de betrokkene, zijnde de naam, de voornamen, de datum en de plaats van geboorte en de nationaliteit klaarblijkelijk verkeerd zijn, zal de Dienst Vreemdelingenzaken gemachtigd worden de nodige verbeteringen aan te brengen. Het spreekt voor zich dat de gemeente van verblijf eveneens gemachtigd is in dat verband de gepaste wijzigingen in het Rijksregister aan te brengen op basis van bewijsstukken. Deze verbeteringen worden door het Rijksregister automatisch ter kennis gebracht van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Wat de registratie van de verblijfplaats betreft, kunnen verschillende situaties zich voordoen :

- a) de betrokkene verklaart op een welbepaald adres in een Belgische gemeente te verblijven. Deze gemeente (TI-001) en dit adres (TI-020) worden in het Rijksregister opgenomen en worden door het Rijksregister automatisch aan de betrokken gemeente medegedeeld. Het komt de gemeente dan toe zo snel mogelijk de werkelijkheid van dit adres te controleren. Elk document of getuigschrift kan immers pas aan een kandidaat-vluchteling worden afgegeven vanaf het ogenblik dat die controle uitgevoerd is. Als die controle positief is, zal de inschrijvingsdatum in de gemeente de door de Dienst Vreemdelingenzaken ingevoerde datum zijn.

Als blijkt dat de betrokkene zijn werkelijke verblijfplaats niet op het aangegeven adres heeft of dat het geregistreerd adres in de gemeente niet bestaat, zal men te werk gaan zoals inzake inschrijving in de bevolkingsregisters, namelijk :

- (1) indien blijkt dat de betrokkene op geen enkel bekend adres verblijft, wordt hij door het College van Burgemeester en Schepenen van ambtswege geschrapt;
- (2) indien de betrokkene werkelijk in de gemeente verblijft, maar op een ander adres, wordt het door de Dienst Vreemdelingenzaken geregistreerde adres op dezelfde datum verbeterd. De datum van inschrijving in de gemeente is die welke door de Dienst Vreemdelingenzaken is geregistreerd;
- (3) indien de gemeente ervan op de hoogte wordt gebracht dat de betrokkene werkelijk in een andere gemeente verblijft, stuurt zij deze onverwijld een bericht model 6 (cf. Deel I, p. 78) en stelt de Dienst Vreemdelingenzaken daarvan in kennis. De gemeente waar de betrokkene werkelijk verblijft, stuurt een schriftelijke aanvraag om verbetering naar de regionale afvaardiging van het Rijksregister. Deze laatste gaat te werk zoals aangegeven in (2) hierboven.

b) l'étranger est inscrit d'office par l'Office des Etrangers dans un centre d'accueil pour candidats-réfugiés ou dans un centre fermé. Dans ce cas la commune d'inscription est celle du siège du centre et l'adresse est celle de ce centre. Dans un tel cas, la commune d'inscription peut s'enquérir auprès du centre que l'intéressé y réside effectivement et procéder à la radiation d'office ou à l'inscription à une autre adresse s'il apparaît que l'intéressé a quitté effectivement ce centre.

c) l'étranger n'est pas en mesure au moment où il introduit sa demande d'indiquer une résidence quelconque. Il est alors inscrit provisoirement à l'Office des Etrangers (Bruxelles - Boulevard Emile Jacqmain, 152, code postal 1210). Il appartient à toute commune qui en aurait connaissance ou, dans le cours de la procédure d'examen du dossier, à l'Office des Etrangers ou au Commissariat général aux Réfugiés et Apatrides, de faire préciser par l'intéressé sa résidence effective et de procéder à la mise à jour nécessaire.

Dans le présent cas, le candidat-réfugié se verra signifier, en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, un lieu obligatoire d'inscription concernant particulièrement l'octroi de l'aide sociale.

La radiation d'office d'un candidat-réfugié inscrit provisoirement à l'Office des Etrangers ne peut intervenir qu'avec l'accord écrit de cet office.

Remarque.

Dans le cas où un candidat-réfugié se trouve en situation de radiation d'office, seul l'Office des Etrangers est autorisé à modifier le dossier de l'intéressé et ce, exclusivement pour ce qui concerne sa situation administrative. En effet, la procédure d'examen de la demande d'asile continue quelle que soit la situation d'inscription du candidat-réfugié.

Ceci n'empêche pas qu'une commune sur le territoire de laquelle un candidat-réfugié rayé d'office résiderait effectivement mette fin à cette radiation d'office en procédant à son inscription dans la commune.

6. Inscription des personnes dont la demande a été introduite avant le 1er février 1995. Les candidats-réfugiés dont la demande a été introduite avant le 1er février 1995 ont normalement été inscrits par la commune au registre des étrangers.

Ils doivent être transférés au registre d'attente à la date du 1^{er} février 1995.

Ce transfert peut être effectué directement par la commune par modification du registre d'inscription (TI-210). Le code 5 de ce type d'information s'applique à l'inscription au registre d'attente. À titre transitoire, cette information sera introduite par la délégation régionale du Registre national, à la demande de la commune.

Le transfert au registre d'attente ne concerne pas les candidats-réfugiés qui ont obtenu une autorisation de séjour ou, exceptionnellement, une autorisation d'établissement à un autre titre. Il appartiendra à la commune avant d'opérer un tel transfert de vérifier la situation exacte de l'intéressé.

Si celui-ci bénéficie également d'une autorisation de séjour ou d'établissement à un autre titre que celui de candidat-réfugié et que la demande d'asile a été introduite ultérieurement, il restera inscrit dans les registres de la population (1).

Si toutefois l'autorisation de séjour ou d'établissement à un autre titre que celui de candidat-réfugié lui est retirée ou n'a été donnée que pour une durée déterminée (cas d'étudiants par exemple), le transfert au registre d'attente aura lieu à la date du retrait ou de la péremption de cette autorisation de séjour, après autorisation de l'Office des Etrangers.

Le service du Registre national a communiqué à un certain nombre de communes, sur la base d'inscriptions à l'Office des Etrangers ou au Commissariat général aux Réfugiés et Apatrides, des listes de candidats-réfugiés.

(1) Pour rappel, pour l'application des présentes instructions, le registre des étrangers fait partie intégrante des registres de population.

b) de vreemdeling wordt door de Dienst Vreemdelingenzaken van ambtswege ingeschreven in een opvangcentrum voor kandidaat-vluchtelingen of in een gesloten centrum. In dat geval is de gemeente van inschrijving die van de zetel van het centrum en is het adres dat van het centrum. In een dergelijk geval kan de gemeente van inschrijving bij het centrum navraag doen of de betrokkene er werkelijk verblijft, en hem van ambtswege schrappen of inschrijven op een ander adres, als blijkt dat de betrokkene dat centrum werkelijk verlaten heeft.

c) de vreemdeling is op het ogenblik dat hij zijn aanvraag indient, niet in staat een verblijfplaats op te geven. Dan wordt hij voorlopig ingeschreven bij de Dienst Vreemdelingenzaken (Brussel - Emile Jacqmainlaan 152 postcode 1210). Iedere gemeente die er kennis van zou hebben of, tijdens de procedure van onderzoek van het dossier, de Dienst Vreemdelingenzaken of het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, moet de betrokkene zijn werkelijke verblijfplaats doen meedelen en de nodige bijwerking verrichten.

In dit geval zal aan de kandidaat-vluchteling krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 een verplichte plaats van inschrijving, in het bijzonder wat de maatschappelijke dienstverlening betreft, worden betekend.

De schrapping van ambtswege van een kandidaat-vluchteling die voorlopig bij de Dienst Vreemdelingenzaken is ingeschreven, kan slechts met de schriftelijke toestemming van die dienst geschieden.

Opmerking.

In het geval dat een kandidaat-vluchteling zich in een toestand van schrapping van ambtswege bevindt, is enkel de Dienst Vreemdelingenzaken gemachtigd het dossier van de betrokkene te wijzigen, en zulks uitsluitend voor wat zijn administratieve toestand betreft. De procedure inzake onderzoek van de asielaanvraag gaat immers door, ongeacht de toestand van inschrijving van de kandidaat-vluchteling.

Dat verhindert niet dat een gemeente op het grondgebied waarvan een van ambtswege geschrapte kandidaat-vluchteling werkelijk zou verblijven, een einde stelt aan die schrapping van ambtswege door hem in de gemeente in te schrijven.

6. Inschrijving van de personen wier aanvraag vóór 1 februari 1995 werd ingediend. De kandidaat-vluchtelingen wier aanvraag vóór 1 februari 1995 werd ingediend, werden normaal gezien door de gemeente ingeschreven in het vreemdelingenregister.

Zij moeten op datum van 1 februari 1995 naar het wachtregister overgeplaatst worden.

Deze overplaatsing kan rechtstreeks door de gemeente worden uitgevoerd door wijziging van het inschrijvingsregister (IT-210). Code 5 van dit informatietype is van toepassing op de inschrijving in het wachtregister. Bij wijze van overgangsbepaling zal deze informatie op verzoek van de gemeente door de regionale afvaardiging van het Rijksregister worden ingevoerd.

De overplaatsing naar het wachtregister heeft geen betrekking op kandidaat-vluchtelingen die een machtiging tot verblijf of, uitzonderlijk, een machtiging tot vestiging in een andere hoedanigheid hebben gekregen. De gemeente moet de juiste toestand van de betrokkene nagaan alvorens een dergelijke overplaatsing door te voeren.

Als deze eveneens een machtiging tot verblijf of vestiging geniet in een andere hoedanigheid dan die van kandidaat-vluchteling en als de asielaanvraag later werd ingediend, blijft hij ingeschreven in de bevolkingsregisters (1).

Als hem echter de machtiging tot verblijf of vestiging in een andere hoedanigheid dan die van kandidaat-vluchteling wordt ontnomen, of slechts voor een beperkte duur is gegeven (geval van studenten bij voorbeeld), geschiedt de overplaatsing naar het wachtregister op de datum van de intrekking of het verval van deze machtiging tot verblijf, na machtiging van de Dienst Vreemdelingenzaken.

De Dienst van het Rijksregister heeft, op basis van inschrijvingen bij de Dienst Vreemdelingenzaken of het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, aan een bepaald aantal gemeenten lijsten van kandidaat-vluchtelingen verstrekt.

(1) Ter herinnering, voor de toepassing van deze onderrichtingen maakt het vreemdelingenregister integrerend deel uit van de bevolkingsregisters.

Une communication d'autres listes pourra encore être effectuée dans l'avenir.

Il est demandé aux administrations communales de traiter sans délai les cas qui leur sont soumis. Elles peuvent, en cas de doute, vu la situation complexe de certaines situations, se faire assister par le délégué provincial du Registre national compétent ou par l'Office des Etrangers - Bureau R.

Il est apparu en outre que certaines communes avaient connaissance de la présence sur leur territoire de candidats-réfugiés non inscrits aux registres de la population.

Il leur appartient de communiquer les informations nécessaires à leur inscription au registre d'attente au délégué provincial du Registre national lequel procédera à cette inscription en collaboration avec l'Office des Etrangers.

7. Informations à reprendre obligatoirement lors de l'inscription ou du transfert au registre d'attente. Les informations pertinentes visées à l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 au moins sont enregistrées lors de toute inscription au registre d'attente. L'attention est attirée sur la modification de cet article par l'ajout de deux informations complémentaires, à savoir :

- le registre d'inscription
- la situation administrative, laquelle ne concerne que les candidats-réfugiés.

Sont obligatoirement enregistrés le nom et les prénoms, la date de naissance, la nationalité, la résidence principale, la composition du ménage et le registre d'inscription.

Pour les personnes inscrites avant le 1^{er} février 1995, dans un premier temps, l'Office des Etrangers enregistre la situation administrative la plus récente complétée par la suite par l'historique (TI-206).

Dans les deux cas, l'information administrative concernant la qualité de la personne (candidat-réfugié ou membre de la famille) sera mentionnée.

8. Cas des membres de la famille du candidat-réfugié

Les membres de la famille composant le ménage d'un candidat-réfugié peuvent ne pas avoir eux-mêmes le statut de candidat-réfugié. Ils sont de la même manière que le candidat-réfugié inscrits au registre d'attente, mais les seules informations administratives enregistrées sont leur qualité de membre de la famille d'un candidat-réfugié et leur numéro de dossier à l'Office des Etrangers.

Ils doivent nécessairement faire partie du ménage et dès lors avoir la même résidence que le candidat-réfugié représentant le ménage.

L'inscription des membres de la famille d'un candidat-réfugié est effectuée à l'intervention de l'Office des Etrangers ou dans le cas visé au § 6, le cas échéant, par le délégué du Registre national.

Si la commune a connaissance de l'existence d'autres membres de la famille que ceux inscrits par l'Office des Etrangers, elle est tenue d'en informer immédiatement celui-ci qui statuera sur la régularité du séjour de ces membres.

De même, l'Office des Etrangers sera également informé sans délai des membres de la famille qui auraient quitté le ménage du candidat-réfugié les représentant.

CHAPITRE III. - Informations relatives à la situation administrative

9. L'arrêté royal du 1er février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les introduire, publié au *Moniteur belge* du 16 février 1995, énumère en son article 2 les informations qui doivent figurer dans le registre d'attente communal.

In de toekomst zullen nog andere lijsten kunnen worden verstrekt.

De gemeentebesturen wordt gevraagd de gevallen die hun worden voorgelegd, onverwijld te behandelen. In geval van twijfel, gezien de complexiteit van sommige situaties, kunnen zij zich laten bijstaan door de bevoegde provinciaal afgevaardigde van het Rijksregister of door de Dienst Vreemdelingenzaken - Bureau R.

Het is bovendien gebleken dat sommige gemeenten weet hadden van de aanwezigheid op hun grondgebied van kandidaat-vluchtelingen die niet in de bevolkingsregisters waren ingeschreven.

Zij dienen de informatie die voor hun inschrijving in het wachtregister nodig is, mede te delen aan de provinciaal afgevaardigde van het Rijksregister, die deze inschrijving zal verrichten in samenwerking met de Dienst Vreemdelingenzaken.

7. Informatiegegevens die verplicht moeten worden vermeld bij de inschrijving in of de overplaatsing naar het wachtregister. Ten minste relevante informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 worden geregistreerd bij iedere inschrijving in het wachtregister. De aandacht wordt gevestigd op de wijziging van dit artikel door de toevoeging van twee bijkomende informatiegegevens, namelijk :

- het register van inschrijving
- de administratieve toestand, die enkel betrekking heeft op de kandidaat-vluchtelingen.

De naam en de voornamen, geboortedatum, nationaliteit, hoofdverblijfplaats, samenstelling van het gezin en het register van inschrijving worden verplicht geregistreerd.

Voor de personen die vóór 1 februari 1995 ingeschreven waren, registreert de Dienst Vreemdelingenzaken in eerste instantie de recentste administratieve toestand, die nadien wordt aangevuld met de historische (IT-206).

In beide gevallen wordt de administratieve informatie betreffende de hoedanigheid van de persoon (kandidaat-vluchteling of familie) vermeld.

8. Geval van de familieleden van de kandidaat-vluchteling.

Het is mogelijk dat de familieleden die het gezin van een kandidaat-vluchteling vormen, zelf niet het statuut van kandidaat-vluchteling hebben. Zij worden op dezelfde manier als de kandidaat-vluchteling ingeschreven in het wachtregister, maar de enige geregistreerde administratieve gegevens zijn hun hoedanigheid van familieleden van een kandidaat-vluchteling en hun dossiernummer bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

Zij moeten noodzakelijkerwijs deel van het gezin uitmaken en bijgevolg dezelfde verblijfplaats hebben als de kandidaat-vluchteling die het gezin vertegenwoordigt.

De inschrijving van de familieleden van een kandidaat-vluchteling geschiedt door tussenkomst van de Dienst Vreemdelingenzaken of in het geval bedoeld in § 6, desgevallend door de afgevaardigde van het Rijksregister.

Als de gemeente weet heeft van het bestaan van andere familieleden dan die welke door de Dienst Vreemdelingenzaken zijn ingeschreven, is zij gehouden dat onmiddellijk te melden aan deze Dienst, die uitspraak zal doen over de regelmatigheid van het verblijf van deze leden.

Zo moet aan de Dienst Vreemdelingenzaken eveneens onverwijld worden meegedeeld welke familieleden het gezin van de kandidaat-vluchteling die hen vertegenwoordigt, zouden hebben verlaten.

HOOFDSTUK III. - Informatiegegevens betreffende de administratieve toestand

9. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 februari 1995, zijn de informatiegegevens opgesomd die in het gemeentelijk wachtregister moeten worden vermeld.

Il s'agit :

- 1° des informations énumérées aux articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers pour autant qu'elles ne soient pas considérées comme informations relatives à la situation administrative. Il est renvoyé à ce sujet à la 1ère partie des présentes Instructions générales, en particulier le Chapitre II;
- 2° des informations relatives à la situation administrative des candidats-réfugiés énumérées à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 13°, de l'arrêté royal du 1er février 1995.

10. Les informations à enregistrer au Registre national des personnes physiques sont celles visées à l'article 3, alinéas 1er et 2 de la loi précitée du 8 août 1983 tel qu'il a été complété par la loi du 24 mai 1994 (registre d'inscription et informations sur la situation administrative).

En d'autres termes, figureront au Registre national les informations qui y sont normalement enregistrées pour une personne inscrite aux registres de la population et les informations relatives à la situation administrative.

Si, en vertu de l'article 3, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983 précitée, la commune a conclu avec le Ministère de l'Intérieur une convention pour enregistrer au Registre national, les autres informations reprises aux registres de population, cette convention est considérée comme s'appliquant au registre d'attente et dans les mêmes conditions de non-diffusion à des tiers par le Registre national.

11. Pour des raisons de cohérence dans les opérations de tenue à jour, les informations relatives à la situation administrative ont été, à l'instar de ce qui est de règle pour les informations reprises dans les registres de population, regroupées en différents types d'information (TI), à savoir :

- a) TI 205 : la qualité de la personne (candidat-réfugié ou membre de sa famille) ;
- b) TI 206 : situation administrative proprement dite, correspondant, pour ce qui concerne l'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal précité du 1er février 1995, aux points 1°, 6°, 7°, 8°, 10° et 13° ;
- c) TI 207 : lieu obligatoire d'inscription fixé en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, correspondant au point 9° ;
- d) TI 208 : numéro provisoire attribué au candidat par l'Office des Etrangers, correspondant au point 12° ;
- e) TI 211 : document d'identité ou autre susceptible d'être pris en considération pour établir l'identité, correspondant au point 3° ;
- f) TI 212 : domicile élu, correspondant au point 2° ;
- g) TI 213 : autre nom ou pseudonyme sous lequel le candidat est également connu, correspondant au point 4°.

Pour ce qui concerne les points 5° et 11°, il y a lieu de prendre en considération respectivement les types d'information 006 et 200 déjà utilisés pour les personnes inscrites dans les registres de la population.

Le fait de considérer ces deux types d'information comme relatifs à la situation administrative se justifiait de manière à pouvoir, pour le registre d'attente, les enregistrer au Registre national des personnes physiques dans le cadre de l'article 3, alinéas 1er et 2, de la loi du 8 août 1983 et à les diffuser et, d'autre part, à réserver leur enregistrement ou leur mise à jour à l'Office des Etrangers.

12. La tenue à jour des informations relatives à la situation administrative incombe d'une manière générale à l'Office des Etrangers.

Toutefois, le Commissariat général aux Réfugiés et Apatrides est autorisé à enregistrer au Registre national certaines informations relevant du type d'information 206, à savoir les informations relatives aux décisions prises par ce Commissariat, aux recours introduits auprès de celui-ci et aux notifications auxquelles il a procédé.

Het zijn :

- 1° de informatiegegevens opgesomd in de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister, voor zover ze niet worden beschouwd als informatiegegevens betreffende de administratieve toestand. In dit verband wordt verwezen naar deel I van deze Algemene Onderrichtingen, in het bijzonder naar Hoofdstuk II;
- 2° de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand van de kandidaat-vluchtelingen opgesomd in artikel 2, eerste lid, 1° tot 13°, van het koninklijk besluit van 1 februari 1995.

10. De informatiegegevens die in het Rijksregister van de natuurlijke personen moeten worden geregistreerd, zijn die welke bedoeld zijn in artikel 3, eerste en tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 zoals het werd aangevuld door de wet van 24 mei 1994 (register van inschrijving en informatiegegevens over de administratieve toestand).

Met andere woorden, in het Rijksregister zullen de informatiegegevens worden vermeld die normaal geregistreerd worden voor een persoon die in de bevolkingsregisters is ingeschreven alsmede de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand.

Als de gemeente krachtens artikel 3, derde lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 met het Ministerie van Binnenlandse Zaken een overeenkomst heeft gesloten om in het Rijksregister de andere informatiegegevens te registreren die in de bevolkingsregisters zijn opgenomen, wordt deze overeenkomst beschouwd als onder dezelfde voorwaarden van niet-verstrekking aan derden door het Rijksregister van toepassing zijnde op het wachtregister.

11. Om redenen van coherentie in de verrichtingen inzake het bijhouden werden de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand, naar het voorbeeld van wat de regel is voor de informatiegegevens die in de bevolkingsregisters worden opgenomen, in verschillende informatietypes (IT) gegroepeerd, namelijk :

- a) IT 205 : de hoedanigheid van de persoon (kandidaat-vluchteling of lid van zijn familie);
- b) IT 206 : eigenlijke administratieve toestand, wat artikel 2, eerste lid, van het voormeld koninklijk besluit van 1 februari 1995 betreft, overeenstemmend met de punten 1°, 6°, 7°, 8°, 10° en 13°;
- c) IT 207 : verplichte plaats van inschrijving vastgesteld met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980, overeenstemmend met punt 9°;
- d) IT 208 : voorlopig nummer dat door de Dienst Vreemdelingenzaken aan de kandidaat is toegekend, overeenstemmend met punt 12° ;
- e) IT 211 : identiteits- of ander document dat in aanmerking kan worden genomen om de identiteit vast te stellen, overeenstemmend met punt 3° ;
- f) IT 212 : gekozen woonplaats, overeenstemmend met punt 2° ;
- g) IT 213 : andere naam of schuilnaam waaronder de kandidaat eveneens bekend is, overeenstemmend met punt 4°.

Wat de punten 5° en 11° betreft, moeten respectievelijk de informatietypes 006 en 200 die reeds gebruikt werden voor de in de bevolkingsregisters ingeschreven personen, in aanmerking worden genomen.

Het feit dat deze twee informatietypes beschouwd worden als betrekking hebbend op de administratieve toestand, was verantwoord doordat ze voor het wachtregister in het Rijksregister van de natuurlijke personen konden worden geregistreerd in het kader van artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 en konden worden verspreid en anderzijds doordat de registratie of de bijwerking ervan voorbehouden was aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

12. Het bijhouden van de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand komt in het algemeen de Dienst Vreemdelingenzaken toe.

Het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen is echter gemachtigd om in het Rijksregister bepaalde informatiegegevens betreffende het informatietype 206 te registreren, namelijk de informatiegegevens betreffende de beslissingen die door dit Commissariaat worden genomen, de bij dit Commissariaat ingestelde beroepen en de betekeningen die het heeft gedaan.

De même la commune est habilitée à enregistrer certaines informations du type 206, à savoir :

- la date à laquelle le statut de réfugié a été demandé et l'autorité auprès de laquelle cette demande a été introduite (cas des demandes introduites avant le 1er février 1995 et qui ont été notifiées à la commune par l'Office des Etrangers en vue du transfert du registre des étrangers au registre d'attente) ;
- la date de la notification, lorsque celle-ci incombe à la commune, des décisions visées aux points 6° et 7° de l'arrêté royal du 1er février 1995 ;
- la date de la notification, lorsque celle-ci incombe à la commune, d'une mesure d'éloignement du territoire.

13. A moins que la commune n'ait été dispensée de la tenue sur papier des registres de population, la fiche relative au candidat a la même présentation que celle qui prévaut pour toute personne inscrite aux registres de population.

Les types d'information visés au § 11 sont identifiés par les abréviations suivantes :

TI 205 : TPA
 TI 206 : SPA
 TI 207 : CPA
 TI 208 : PNN
 TI 211 : IDE
 TI 212 : DOE
 TI 213 : ALS

Pour rappel les types d'information 006 et 200 sont identifiés respectivement par les abréviations ORG et SPL. Le type d'information 210 qui indique le registre d'inscription est identifié par l'abréviation REG.

14. De manière à permettre de distinguer les candidats-réfugiés des membres de leur famille, un type d'information 205 (TPA) a été créé précisant dans quelle catégorie la personne enregistrée est reprise. Lors de l'inscription initiale, cette information est introduite par l'Office des Etrangers.

15. Sauf pour les communes dispensées de la tenue d'un registre sur fichier papier, le Registre national transmet à la commune de résidence une fiche du type RN 1 du même modèle que celui figurant à la 1ère partie, Ch. III des présentes instructions générales. Pour les personnes inscrites au registre d'attente, la mention R.A. figure à la rubrique 7

Une fiche analogue de couleur jaune est envoyée au centre public d'aide sociale de la commune de résidence si aucune décision en matière de lieu obligatoire d'inscription n'a été prise, dans le cas contraire au C.P.A.S. de la commune mentionnée en regard de l'information type 207.

En tout état de cause, aucune fiche n'est envoyée au C.P.A.S. de Bruxelles en cas d'inscription (TI 001) à l'Office des Etrangers et en l'absence de TI 207 mentionnant Bruxelles comme lieu obligatoire d'inscription.

16. Composition des différents types d'information relatifs à la situation administrative et du type d'information 205.

a) TI 205

- date de la demande d'asile ou date de prise de cours
- code 1 : candidat-réfugié
- code 2 : membre de la famille (époux ou enfants)

b) TI 206

(1) structure générale

- date de la situation (décision, arrêt, etc...)
- la situation administrative proprement dite
- l'autorité ou l'organisme concerné - le cas échéant, une identification de la décision
- information complémentaire

(2) structures spécifiques

voir annexe

c) TI 207

- date de prise de cours
- code INS

Zo is de gemeente ook gemachtigd bepaalde informatiegegevens van het type 206 te registreren, namelijk :

- de datum waarop het statuut van vluchteling werd aangevraagd en de overheid bij welke deze aanvraag werd ingediend (geval van de aanvragen die vóór 1 februari 1995 werden ingediend en die door de Dienst Vreemdelingenzaken aan de gemeente werden betekend met het oog op de overplaatsing van het vreemdelingenregister naar het wachtregister);
- de datum van de betekening, wanneer deze de gemeente toekomt, van de beslissingen bedoeld in de punten 6° en 7° van het koninklijk besluit van 1 februari 1995;
- de datum van de betekening, wanneer deze de gemeente toekomt, van een maatregel inzake verwijdering van het grondgebied.

13. Tenzij de gemeente is vrijgesteld van het houden op papier van de bevolkingsregisters, heeft de steekkaart betreffende de kandidaat dezelfde presentatie als die welke geldt voor iedere persoon die in de bevolkingsregisters is ingeschreven.

De in § 11 bedoelde informatietypes worden aangegeven door de volgende afkortingen :

IT 205 : TPW
 IT 206 : SPW
 IT 207 : CMW
 IT 208 : PNN
 IT 211 : IDE
 IT 212 : GVP
 IT 213 : ALS

Ter herinnering, de informatietypes 006 en 200 worden respectievelijk geïdentificeerd door de afkortingen HRK en OV. Het informatietype 210, dat het register van inschrijving aangeeft, wordt geïdentificeerd door de afkorting REG.

14. Om het mogelijk te maken de kandidaat-vluchtelingen van hun familieleden te onderscheiden, werd een informatietype 205 (TPW) ingesteld dat aangeeft in welke categorie de geregistreerde persoon is opgenomen. Bij de oorspronkelijke inschrijving wordt deze informatie door de Dienst Vreemdelingenzaken ingevoerd.

15. Behalve voor de gemeenten die vrijgesteld zijn van het houden van een register op een papieren bestand, stuurt het Rijksregister aan de gemeente van verblijf een steekkaart van het type RRN 1 van hetzelfde model als dat in deel I, hoofdst. III van deze algemene onderrichtingen. Voor de personen die in het wachtregister zijn ingeschreven, staat de vermelding WR in rubriek 7.

Een gelijkaardige steekkaart van gele kleur wordt aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente van verblijf gestuurd, indien er geen enkele beslissing werd genomen inzake verplichte plaats van inschrijving, in het tegengestelde geval aan het O.C.M.W. van de gemeente die naast het informatietype 207 vermeld is.

In ieder geval wordt geen enkele steekkaart naar het O.C.M.W. van Brussel gestuurd in geval van inschrijving (IT 001) bij de Dienst Vreemdelingenzaken en bij afwezigheid van IT 207 dat Brussel als verplichte plaats van inschrijving vermeldt.

16. Samenstelling van de verschillende informatietypes betreffende de administratieve toestand en van het informatietype 205.

a) IT 205

- datum van de asielaanvraag of datum van aanvang
- code 1 : kandidaat-vluchteling
- code 2 : familielid (echtgeno(o)t(e) of kinderen)

b) IT 206

(1) algemene structuur

- datum van de toestand (beslissing, arrest, enz.)
- de eigenlijke administratieve toestand
- de betrokken overheid of inrichting - desgevallend een identificatie van de beslissing
- aanvullende informatie

(2) specifieke structuren

zie bijlage

c) IT 207

- datum van aanvang
- NIS-code

d) TI 208

- date d'attribution
- numéro en 12 chiffres (PNN)

e) TI 211

- date de délivrance
- type de document

f) TI 212

- date de prise de cours
- identification du domicile élu

g) TI 213

- date à laquelle l'information a été reçue
- type d'alias
- nationalité déclarée
- date de naissance déclarée
- nom et prénoms déclarés
- lieu de naissance déclaré

Remarques.

1° Ce type d'information présente un caractère particulier en ce sens qu'une nouvelle information ne prime pas l'information précédente.

En effet, une personne peut être connue sous plusieurs noms avec des date ou lieu de naissance ou nationalité différents.

La reprise de ce type d'information doit permettre de détecter les personnes qui se présentent sous des identités multiples.

Il en résulte que sur la fiche de population, toutes les informations de ce type doivent être présentes.

Au niveau de la tenue à jour, ce type d'information s'apparente à cet égard aux types 073 (brevets de pension) ou 140 (composition de ménage).

2° A l'intention du personnel communal chargé de l'enregistrement et de la consultation des informations sur la situation administrative des candidats-réfugiés, des instructions techniques détaillées sont diffusées par le service du Registre national dans la mesure où la tenue à jour ou la consultation de ces informations concerne l'administration communale.

3° Les procédures particulières de tenue à jour et de consultation applicables aux registres de population sont applicables de la même manière au registre d'attente. Sont visées ici les procédures de communication via des centres informatiques agréés et les procédures applicables aux systèmes informatiques communaux disposant d'une base de données population reliée directement au système informatique du Registre national.

CHAPITRE IV. - Procédure de radiation du registre d'attente

17. La loi du 24 mai 1994 précitée énumère en son article 2 les cas donnant lieu à radiation du registre d'attente.

Dans le cas où une procédure de demande d'asile se clôture par une décision négative donnant lieu au rapatriement ou à un ordre de quitter le territoire, la radiation n'intervient qu'à partir du moment où l'intéressé a effectivement quitté le territoire.

Lorsque la commune de résidence est informée conformément à la procédure décrite ci-avant qu'une décision définitive de refus de la demande d'asile a été prise, il lui appartient de procéder régulièrement aux contrôles adéquats en vue de vérifier si l'intéressé réside encore ou non à l'adresse d'inscription.

Dans la négative et s'il apparaît clairement que l'intéressé ne réside pas à une autre adresse, elle procède selon le cas à une radiation d'office ou à une radiation pour l'étranger.

En aucun cas, une décision d'éloignement ou un ordre de quitter le territoire ne justifie à lui seul une radiation du registre.

d) IT 208

- datum van toekenning
- nummer van 12 cijfers (PNN)

e) IT 211

- datum van afgifte
- type van document

f) IT 212

- datum van aanvang
- identificatie van de gekozen woonplaats

g) IT 213

- datum waarop de informatie werd ontvangen
- type van alias
- aangegeven nationaliteit
- aangegeven datum van geboorte
- aangegeven naam en voornamen
- aangegeven plaats van geboorte

Opmerkingen.

1° Dit informatietype heeft een bijzonder karakter, in die zin dat nieuwe informatie de vorige informatie niet ongeldig maakt.

Een persoon kan immers onder verscheidene namen bekend zijn met verschillende datum of plaats van geboorte of nationaliteit.

Het opnemen van dit informatietype moet het mogelijk maken de personen te ontdekken die zich onder meerdere identiteiten voorstellen.

Daaruit volgt dat op de bevolkingssteekkaart alle informatiegegevens van dit type moeten worden vermeld.

Wat het bijhouden betreft, is dit informatietype in dit opzicht verwant met de types 073 (pensioenbrevetten) of 140 (samenstelling van het gezin).

2° Ter attentie van het gemeentepersoneel belast met de registratie en de raadpleging van de informatiegegevens over de administratieve toestand van de kandidaat-vluchtelingen worden door de dienst van het Rijksregister uitvoerige technische onderrichtingen verspreid, voor zover het bijhouden of het raadplegen van deze informatiegegevens betrekking heeft op het gemeentebestuur.

3° De bijzondere procedures inzake bijhouden en raadplegen die van toepassing zijn op de bevolkingsregisters, zijn op dezelfde manier van toepassing op het wachtregister. Hier zijn de procedures inzake communicatie via erkende informaticacentra bedoeld en de procedures die van toepassing zijn op de gemeentelijke informaticasystemen die over een databank bevolking beschikken die rechtstreeks verbonden is met het informaticasysteem van het Rijksregister.

HOOFDSTUK IV. - Procedure van schrapping uit het wachtregister

17. In artikel 2 van de voormelde wet van 24 mei 1994 worden de gevallen opgesomd die aanleiding geven tot schrapping uit het wachtregister.

Ingeval een procedure tot asielaanvraag afgesloten wordt door een negatieve beslissing die aanleiding geeft tot repatriëring of tot een bevel om het grondgebied te verlaten, geschiedt de schrapping pas vanaf het ogenblik dat de betrokkene het grondgebied werkelijk verlaten heeft.

Wanneer de gemeente van verblijf overeenkomstig de hierboven beschreven procedure ervan op de hoogte gebracht wordt dat er een definitieve beslissing tot weigering van de asielaanvraag werd genomen, moet zij regelmatig de gepaste controles doen om na te gaan of de betrokkene al dan niet nog op het adres van inschrijving verblijft.

Als dat niet het geval is en als duidelijk blijkt dat de betrokkene niet op een ander adres verblijft, voert zij naargelang van het geval een schrapping van ambtswege of een schrapping voor het buitenland uit.

In geen enkel geval rechtvaardigt een beslissing tot verwijdering of een bevel om het grondgebied te verlaten op zich een schrapping uit het register.

CHAPITRE V. - Droit d'accès et de rectification

18. Toute personne inscrite dans le registre d'attente peut, pour l'exercice du droit de communication et de rectification des données qui la concernent enregistrées au Registre national, s'adresser à la commune où elle est inscrite aux conditions et selon la procédure fixées par l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'exercice du droit d'accès et du droit de rectification par les personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

Il est rappelé que toute rectification ne peut avoir lieu, conformément à l'article 9, § 3, de l'arrêté royal précité du 3 avril 1984, que sur la base de documents probants justifiant la rectification. En cas de doute, l'Office des Etrangers sera préalablement consulté.

CHAPITRE VI. - Communication des informations contenues dans le registre d'attente communalCommunication à la personne intéressée.

19. Toute personne inscrite dans le registre d'attente communal peut obtenir un extrait ou certificat qui concerne établi d'après ce registre sans devoir justifier d'un intérêt particulier. Ce certificat ou extrait a une durée de validité maximum d'un mois à dater de sa délivrance.

L'autorité communale doit vérifier l'identité du demandeur et, éventuellement, sa qualité de représentant légal ou de mandataire spécial.

20. Aucun extrait ou certificat établi d'après le registre d'attente communal ne peut toutefois être délivré qu'après que la commune d'inscription a vérifié la résidence de l'intéressé et constaté le caractère effectif de celle-ci à l'adresse enregistrée dans le registre d'attente.

Le résultat de cette vérification sera enregistré par la commune d'inscription au TI 003 (RES).

Le code 1 introduit après la date de l'information (correspondant à la date d'inscription) sera utilisé pour signaler que la vérification de la résidence est positive (mention sur la fiche modèle 1 : vérification positive).

Le code 2 introduit après cette même date sera utilisé pour signaler que la vérification de la résidence est négative (mention sur la fiche modèle 1 : vérification négative).

Cette procédure est uniquement applicable aux personnes inscrites au registre d'attente.

21. L'extrait délivré conformément au § 19 doit mentionner :

- qu'il ne peut être utilisé comme titre de séjour;
- que le certificat ou l'attestation n'implique pas que l'intéressé se trouve encore en situation de résidence régulière en Belgique au moment où ce certificat ou attestation est utilisé.

Quoi qu'il en soit aucun certificat ou attestation ne peut être délivré à un étranger en situation de résidence illégale, notamment lorsqu'un ordre d'éloignement du territoire lui a été notifié.

22. Communication à des tiers.

Les informations reprises au registre d'attente communal revêtent par nature un caractère délicat.

Dans l'attente d'une réglementation en la matière, aucune de ces informations ne peut être diffusée à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Cette interdiction ne vaut toutefois pas pour les services internes de la commune et les services dépendant du C.P.A.S.

Toute communication d'informations à des tiers ne peut être effectuée que par l'Office des Etrangers, à qui la commune renverra le demandeur s'il échet.

Le Ministre de l'Intérieur,
J. Vande Lanotte.

HOOFDSTUK V. - Recht op toegang en verbetering

18. Iedere persoon die in het wachtregister is ingeschreven, kan zich voor de uitoefening van het recht op raadpleging en verbetering van de hem betreffende gegevens die in het Rijksregister zijn geregistreerd, wenden tot de gemeente waar hij ingeschreven is onder de voorwaarden en volgens de procedure vastgesteld bij het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de uitoefening van het recht op toegang en van het recht op verbetering door de personen ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Er wordt aan herinnerd dat iedere verbetering overeenkomstig artikel 9, § 3, van het voormeld koninklijk besluit van 3 april 1984 slechts kan plaatsvinden op basis van bewijsstukken die de verbetering verantwoorden. In geval van twijfel zal de Dienst Vreemdelingenzaken vooraf geraadpleegd worden.

HOOFDSTUK VI. - Mededeling van informatiegegevens die in het gemeentelijk wachtregister zijn opgenomenMededeling aan de betrokkene.

19. Iedere persoon die in het gemeentelijk wachtregister is ingeschreven, kan een hem betreffend uittreksel of getuigschrift krijgen dat op basis van dat register is opgemaakt, zonder een bijzonder belang te moeten aantonen. Dat getuigschrift of uittreksel is maximum een maand geldig vanaf de datum van afgifte ervan.

De gemeenteoverheid moet de identiteit van de aanvrager en eventueel zijn hoedanigheid van wettelijke vertegenwoordiger of bijzonder gemachtigde nagaan.

20. Ieder uittreksel of getuigschrift dat op basis van het gemeentelijk wachtregister is opgemaakt, mag echter slechts worden afgegeven nadat de gemeente van inschrijving de verblijfplaats van de betrokkene heeft nagegaan en de werkelijke aard ervan heeft vastgesteld op het adres dat in het wachtregister is geregistreerd. Het resultaat van die verificatie zal door de gemeente van inschrijving worden geregistreerd bij IT 003 (VBB).

Code 1, die na de datum van de informatie (overeenstemmend met de datum van inschrijving) wordt ingevoerd, zal worden gebruikt om te signaleren dat de verificatie van de verblijfplaats positief is (vermelding op de steekkaart model 1: positieve verificatie).

Code 2, die na diezelfde datum wordt ingevoerd, zal gebruikt worden om te signaleren dat de verificatie van de verblijfplaats negatief is (vermelding op de steekkaart model 1: negatieve verificatie).

Deze procedure is enkel van toepassing op de personen die in het wachtregister zijn ingeschreven.

21. Op het overeenkomstig § 19 afgegeven uittreksel moet vermeld zijn :

- dat het niet als verblijfsvergunning mag worden gebruikt;
- dat het getuigschrift of het attest niet inhoudt dat de betrokkene zich nog in een regelmatige verblijfstoestand in België bevindt op het ogenblik dat dit getuigschrift of attest wordt gebruikt.

Hoe dan ook, er mag aan een vreemdeling die zich in een illegale verblijfstoestand bevindt, geen getuigschrift of attest worden afgegeven, met name wanneer hem een bevel tot verwijdering van het grondgebied is betekend.

22. Mededeling aan derden.

De informatiegegevens vervat in het gemeentelijk wachtregister hebben uiteraard een delicaat karakter.

In afwachting van een reglementering ter zake, mag geen enkel van die informatiegegevens aan derden worden verstrekt in om het even welke vorm.

Dit verbod geldt echter niet voor de interne diensten van de gemeente en de diensten die van het O.C.M.W. afhangen.

Aan derden mag informatie enkel worden verstrekt door de Dienst Vreemdelingenzaken, waarnaar de gemeente de aanvrager in voorkomend geval zal verwijzen.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. Vande Lanotte.

AnnexeStructures spécifiques au type d'information 206.1. Demande.

- a) Code de la situation administrative : 01
- b) Code organisme : (Off. des Etr.) : 1
- c) Information complémentaire
 - 01 Bureau R (Office des Etrangers)
 - 02 Centre 127
 - 03 Centre fermé ou établissement pénitentiaire
 - 04 Poste frontière
 - 05 Commune

Lorsque le code visé est 05, cette information contient à la suite du code précédent le code INS de la commune (cas exceptionnel).

2. Procédure de décision par l'Office des Etrangers.

- a) Code situation administrative : 10
- b) Code organisme (Off. des Etr.) : 1
- c) Code d'identification de la décision :
 - 1. : demande recevable
 - 2. : procédure suspendue
 - 4. : ordre de quitter le territoire
 - 5. : refus de séjour sans ordre de quitter le territoire
 - 6. : refus de séjour avec ordre de quitter le territoire
 - 7. : refus d'accès au territoire sans éloignement
 - 8. : refus d'accès au territoire avec éloignement
 - 9. : refus de prise en considération

d) Information complémentaire

L'information complémentaire contiendra la référence de la décision, suivie s'il échet, de la durée en nombre de jours de celle-ci (suspension).

3. Procédure d'examen et de décision par le CGRA.

- a) Code de la situation administrative : 10
- b) Code organisme (CGRA) : 2
- c) Code d'identification de la décision :
 - 0. : début de l'examen quant au fond
 - 1. : décision de recevabilité
 - 2. : décision de reconnaissance du statut
 - 5. : décision d'irrecevabilité
 - 6. : décision de non-reconnaissance

d) Information complémentaire :

référence de la décision, suivie facultativement d'un terme (nombre de jours).

4. Procédure de décision par la Commission permanente de Recours des Réfugiés (CPR).

- a) Code de la situation administrative : 10
- b) Code organisme : 3
- c) Code d'identification de la décision :
 - 1. : décision de recevabilité
 - 2. : décision de reconnaissance du statut
 - 5. : décision d'irrecevabilité
 - 6. : décision de non-reconnaissance

d) Information complémentaire :

référence de la décision, suivie facultativement d'un terme (nombre de jours).

5. Arrêts du Conseil d'Etat.

- a) Code de la situation administrative : 10
- b) Code organisme : 4

BijlageSpécifiques structures voor het informatietype 2061. Aanvraag.

- a) Code van de administratieve toestand : 01
- b) Code inrichting : (Dienst Vr.) : 1
- c) Aanvullende informatie
 - 01 Bureau R (Dienst Vreemdelingenzaken)
 - 02 Centrum 127
 - 03 Gesloten centrum of strafinrichting
 - 04 Grenspost
 - 05 Gemeente

Wanneer de bedoelde code 05 is, bevat deze informatie na de voorgaande code de NIS-code van de gemeente (uitzonderlijk geval).

2. Procedure van beslissing door de Dienst Vreemdelingenzaken.

- a) Code van de administratieve toestand : 10
- b) Code inrichting: (Dienst Vr.) : 1
- c) Identificatiecode van de beslissing :
 - 1. : aanvraag ontvankelijk
 - 2. : procedure opgeschort
 - 4. : bevel om het grondgebied te verlaten
 - 5. : weigering van verblijf zonder bevel het grondgebied te verlaten
 - 6. : weigering van verblijf met bevel het grondgebied te verlaten
 - 7. : weigering van toegang tot het grondgebied zonder verwijdering
 - 8. : weigering van toegang tot het grondgebied met verwijdering
 - 9. : weigering van overweging

d) Aanvullende informatie

De aanvullende informatie zal de referentie van de beslissing bevatten, eventueel gevolgd door de duur in aantal dagen ervan (opschorting).

3. Procedure van onderzoek en beslissing door het CGVS.

- a) Code van de administratieve toestand : 10
- b) Code inrichting : (CGVS) : 2
- c) Identificatiecode van de beslissing :

- 0. : begin van het onderzoek ten gronde
- 1. : beslissing tot ontvankelijkheid
- 2. : beslissing tot erkenning van het statuut
- 5. : beslissing tot onontvankelijkheid
- 6. : beslissing van niet-erkenning

d) Aanvullende informatie :

referentie van de beslissing, facultatief gevolgd door een termijn (aantal dagen).

4. Procedure van beslissing door de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen (VBV).

- a) Code van de administratieve toestand : 10
- b) Code inrichting : 3
- c) Identificatiecode van de beslissing :
 - 1. : beslissing tot ontvankelijkheid
 - 2. : beslissing tot erkenning van het statuut
 - 5. : beslissing tot onontvankelijkheid
 - 6. : beslissing van niet-erkenning

d) Aanvullende informatie :

referentie van de beslissing, facultatief gevolgd door een termijn (aantal dagen).

5. Arresten van de Raad van State.

- a) Code van de administratieve toestand : 10
- b) Code inrichting : 4

c) Code d'identification de l'arrêt :

1. : arrêt de suspension d'une décision
2. : rejet d'un recours en annulation
5. : rejet d'un recours en suspension
6. : arrêt d'annulation d'une décision

d) Information complémentaire :

référence de l'arrêt, suivie facultativement d'un terme (nombre de jours).

6. Décision du Ministre.

- a. Code de la situation administrative : 10
- b. Code organisme : 5
- c. Code d'identification de la décision d'irrecevabilité
- d. Information complémentaire :
référence de la décision, suivie facultativement d'un terme (nombre de jours).

7. Intervention dans la procédure d'autres autorités que celles mentionnées ci-avant.

D'autres autorités peuvent intervenir dans la procédure de demande d'asile. Il s'agit essentiellement des demandeurs d'asile qui ont fait l'objet d'une mesure de détention auquel cas une mesure du maintien de la détention ou de mise en liberté peut être prise.

La structure générale de l'information est alors la suivante :

- a) Code de la situation administrative : 10
- b) Code organisme : 0
- c) Code d'identification de la décision :
 1. : maintien de la détention
 2. : mise en liberté
 9. : autre décision
- d) Information complémentaire : zone de commentaire précisant notamment l'organisme qui a pris la décision et la référence de celle-ci lorsque le code d'identification de la décision est 9.

Dans le cas où le code d'identification de la décision est 1 ou 2, ce code est suivi de la référence de la décision et facultativement d'un terme (nombre de jours).

8. Notifications.

La notification par l'Office des Etrangers sera définie par le code de situation administrative 13, 14 et 15 pour les notifications faites par l'Office des Etrangers et 16 par une autre autorité (par ex. commune).

Les codes 13, 14 et 15 indiquent le mode de notification (par la poste, par remise directe à l'intéressé, par télécopie). Dans ce cas, l'information comprend outre le code de notification, le code de l'Office des Etrangers et la référence.

Dans le cas du code 16, figurent en outre l'organisme qui a ordonné la notification ainsi que le code INS de la commune ou un code particulier lorsqu'il s'agit d'une autre autorité (Conseil d'Etat, CGRA, etc....).

9. Introduction d'un recours.

Le code de situation administrative est 20 pour l'introduction d'un recours non suspensif et 22 pour le cas d'un recours suspensif.

Outre ce code, l'information reprend le code de l'organisme auprès duquel le recours est introduit et la référence du dossier.

10. Cas particuliers.a) Renonciation à la demande d'asile.

Le code de la situation administrative est 40.

L'information comprend en outre l'autorité auprès de laquelle l'intéressé a fait sa déclaration.

b) Suspension de la décision de quitter le territoire.

Le code de la situation administrative est 50.

L'information comprend en outre le code de l'Office des Etrangers et la date d'échéance.

c) Identificatiecode van het arrest :

1. : arrest tot schorsing van een beslissing
2. : verwerping van een beroep tot vernietiging
5. : verwerping van een beroep tot schorsing
6. : arrest tot vernietiging van een beslissing

d) Aanvullende informatie :

referentie van het arrest, facultatief gevolgd door een termijn (aantal dagen).

6. Beslissing van de Minister.

- a) Code van de administratieve toestand : 10
- b) Code inrichting : 5
- c) Identificatiecode van de beslissing tot onontvankelijkheid
- d) Aanvullende informatie :
referentie van de beslissing, facultatief gevolgd door een termijn (aantal dagen).

7. Tussenkost in de procedure van andere overheden dan de voormelde.

Andere overheden kunnen tussendebeide komen in de procedure van asielaanvraag. Het gaat hoofdzakelijk om de asielzoekers die het voorwerp zijn van een maatregel van hechtenis, in welk geval een maatregel van het behoud van de hechtenis of van invrijheidstelling kan worden genomen.

De algemene informatiestructuur is dan de volgende :

- a) Code van de administratieve toestand : 10
- b) Code inrichting : 0
- c) Identificatiecode van de beslissing :
 1. : behoud van de hechtenis
 2. : invrijheidstelling
 9. : andere beslissing

d) Aanvullende informatie: commentaarzone waarin met name wordt gepreciseerd welke inrichting de beslissing genomen heeft en welke de referentie ervan is, wanneer de identificatiecode van de beslissing 9 is.

Ingeval de identificatiecode van de beslissing 1 of 2 is, wordt deze code gevolgd door de referentie van de beslissing en facultatief door een termijn (aantal dagen).

8. Betekeningen.

De betekening door de Dienst Vreemdelingenzaken zal worden gedefinieerd door de code van administratieve toestand 13, 14 en 15 voor de betekeningen die worden gedaan door de Dienst Vreemdelingenzaken en 16 door een andere overheid (bijvoorbeeld gemeente).

De codes 13, 14 en 15 geven de wijze van betekening aan (via de post, door rechtstreekse overhandiging aan de betrokkene, per fax). In dat geval bevat de informatie behalve de code van betekening ook de code van de Dienst Vreemdelingenzaken en de referentie.

In het geval van code 16 wordt eveneens de inrichting vermeld die de betekening heeft gelast alsook de NIS-code van de gemeente of een bijzondere code wanneer het om een andere overheid gaat (Raad van State, CGVS, enz.).

9. Instellen van beroep.

De code van de administratieve toestand is 20 voor het instellen van een niet opschortend beroep en 22 voor het geval van een opschortend beroep.

Behalve deze code omvat de informatie ook de code van de inrichting waarbij het beroep wordt ingesteld en de referentie van het dossier.

10. Bijzondere gevallen.a) Afstand van de asielaanvraag.

De code van de administratieve toestand is 40.

De informatie bevat bovendien de overheid waarbij de betrokkene zijn verklaring heeft gedaan.

b) Opschorting van de beslissing om het grondgebied te verlaten.

De code van de administratieve toestand is 50.

De informatie bevat bovendien de code van de Dienst Vreemdelingenzaken en de vervaldatum.

- | | |
|---|--|
| <p>c) <u>Evasion d'un centre fermé.</u>
Le code de la situation administrative est 60.
Le code de l'organisme est celui de l'Office des Etrangers.</p> <p>d) <u>Procédure d'avis du CGRA.</u>
Il s'agit d'une procédure qui a été en vigueur jusqu'au 1er juin 1993.
Le code de la situation administrative est 11.
L'organisme est le CGRA (code : 2).
L'information indique l'avis donné :
Défavorable au séjour (1)
Favorable au séjour (2)
Elle inclut en outre la référence de l'avis.</p> <p>e) <u>Réfugié ayant quitté le territoire.</u>
Le code de la situation administrative est 30.
Le code de l'organisme est celui de l'Office des Etrangers : 1.

Le code 1 ou 2 indique si le réfugié a quitté volontairement ou non le territoire belge.</p> | <p>c) <u>Ontsnapping uit een gesloten centrum.</u>
De code van de administratieve toestand is 60.
De code van de inrichting is die van de Dienst Vreemdelingen-zaken.</p> <p>d) <u>Adviesprocedure van het CGVS.</u>
Het betreft een procedure die van kracht is geweest tot 1 juni 1993.
De code van de administratieve toestand is 11.
De inrichting is het CGVS (code : 2).
De informatie duidt het gegeven advies aan :
Ongunstig voor verblijf (1)
Gunstig voor verblijf (2)
Ze bevat bovendien de referentie van het advies.</p> <p>e) <u>Vluchteling die het grondgebied heeft verlaten.</u>
De code van de administratieve toestand is 30.
De code van de inrichting is die van de Dienst Vreemdelingen-zaken : 1.
Code 1 of 2 geeft aan of de vluchteling het Belgisch grondgebied al dan niet vrijwillig heeft verlaten.</p> |
|---|--|

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION – GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP – COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 36542]

Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs. — Bestuur Personeel

Oproep tot de kandidaten voor de deelname aan de schriftelijke proef voor het behalen van de akte van bekwaamheid van werkplaatsleider gewoon secundair onderwijs en buitengewoon secundair onderwijs. — Aanvullende oproep tot de kandidaten voor de toelating tot de proeftijd in het ambt van werkplaatsleider, onder voorbehoud van het behalen van de vereiste akte

DEEL I : Oproep tot de kandidaten voor deelname aan de proef voor het behalen van de akte van bekwaamheid werkplaatsleider gewoon secundair onderwijs en de akte van bekwaamheid buitengewoon secundair onderwijs.

1. Algemene situering

1.1 Volgens artikel 46, 3° van het Decreet Rechtspositie van 24 maart 1991 (verder afgekort als DRP) moet een personeelslid - naast de andere te vervullen voorwaarden - houder zijn van een door de Centrale Raad van de Argo bepaalde akte van bekwaamheid om toegelaten te worden tot de proeftijd in een selectie- of bevorderingsambt.

De tekst van het DRP kan in iedere instelling van het Gemeenschapsonderwijs ingezien worden.

1.2 Ook voor waarnemende aanstellingen in selectie- en bevorderingsambten moeten bij voorrang personeelsleden worden aangeduid die de akte van bekwaamheid bezitten (zie artikel 50 § 2 DRP, dat verwijst naar artikel 46 DRP).

1.3 De Centrale Raad van de Argo heeft een "Algemene Regeling voor de akte van bekwaamheid" ingesteld (principiële beslissing op 9 februari 1995 en eindbeslissing na syndicaal overleg bij delegatie door het Vast Bureau op 1 maart 1995). In deze beslissing zijn ook alle voorgaande beslissingen i.v.m. de aktes van bekwaamheid verwerkt, zodat één globale regeling is ontstaan. Deze algemene regeling wordt verder aangeduid met de afkorting ARAKTE. De beslissing ARAKTE is ter inzage in alle instellingen van het Gemeenschapsonderwijs en kan opgevraagd worden bij de personen vermeld onder "Inlichtingen" in de aanhef. De artikels in deze oproep verwijzen naar de artikels in de beslissing ARAKTE, tenzij anders bepaald.

Nota : in deze oproep zijn enkel een aantal globale bepalingen uit ARAKTE opgenomen. Voor alle details, met inbegrip van de uitzonderingen op de globale regeling, wordt verwezen naar de beslissing ARAKTE. De kandidaten dienen dus zorgvuldig de tekst ARAKTE door te nemen.

1.4 In artikel 2.2 van ARAKTE is opgesomd welke akte vereist is voor welke selectie- en bevorderingsambten. Dit ter uitvoering van artikel 46, 3° en artikel 50 § 2 van het DRP. Hierbij werd het aantal onderscheiden akten beperkt. Eenzelfde akte (bv. van directeur SO) geldt t.a.v. meerdere selectie- en bevorderingsambten. Wie wenst te solliciteren voor een ambt vermeld in de eerste kolom, moet de akte vermeld in de derde kolom behaald hebben.

1.5 De aktes zijn ingedeeld in enkelvoudige, meervoudige en aanvullende aktes.

1.6 Hieruit kan men opmaken dat er twee aanvullende aktes zijn, deze van werkplaatsleider gewoon secundair onderwijs en die van werkplaatsleider buitengewoon secundair onderwijs.

Deze aktes worden uitgereikt na een uniforme proef, maar worden onderscheiden op basis van de effectief gepresteerde diensten in respectievelijk in of buiten het buitengewoon secundair onderwijs. Wie in beide niveaus voldoende (vijf jaar) effectieve diensten heeft gepresteerd, kan beide aktes behalen via één voor beide aktes gelijke proef.

1.7 De aktes werkplaatsleider zijn aanvullende aktes. De aanvullende aktes omvatten één module, die aanvullingsmodule wordt genoemd. Om deze aanvullende module te kunnen afleggen moet de kandidaat in het bezit zijn van een andere akte, de basisakte. Dit impliceert dat een kandidaat die een aanvullende akte - in dit geval de akte van werkplaatsleider - wil behalen, de basisakte moet behaald hebben en tegelijkertijd dient te voldoen aan de andere voorwaarden.